

Les monteurs de téléphonie mobile paieront les taxes

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

24^e SILA Notable baisse du nombre de visiteurs au Salon

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4926 - Dimanche 10 novembre 2019 - Prix : 10 DA

10 millions de baguettes jetées par jour, soit 340 millions dollars par an

Saïd Djellab lance une guerre contre le gaspillage de pain

Page 3

Le parler vrai d'Emmanuel Macron

Par Mohamed Habili

Le diagnostic posé par le président français, Emmanuel Macron, dans un récent entretien avec l'hebdomadaire britannique «The Economist», selon lequel l'Otan serait dans un état de mort cérébrale, a fait l'effet d'un électrochoc sur une partie de l'opinion européenne et française, à en juger du moins par les commentaires qu'il a suscités dans les principaux médias, français notamment. Il a laissé en revanche à peu près indifférents leurs homologues américains les plus en vue, qui, il est vrai, sont bien trop pris par ce qui se passe chez eux pour prêter une grande attention aux états d'âme d'un dirigeant européen, à la limite quel qu'il soit. En effet, ce parler vrai du chef de l'Etat français, « ces paroles en or » comme ont dit les Russes, sont-elles autre chose que l'expression d'un état d'âme ? Plus précisément d'un dépit envers les Etats-Unis, « le garant en dernier recours » du bon fonctionnement de l'Otan, pour parler comme Emmanuel Macron, du moment qu'elles ne sont accompagnées de l'annonce d'aucune mesure concrète. Sinon du vœu que l'Europe finisse par prendre à bras le corps ses propres intérêts géopolitiques, maintenant qu'ils ont tendance à différer de ceux des Etats-Unis. A preuve, la réaction de la chancelière allemande, Angela Merkel, pour qui ces propos sont contestables, pour ne pas dire carrément inacceptables.

Suite en page 3

Présidentielles du 12 décembre

Tebboune dévoile ses «54 engagements pour une nouvelle République»



Ph/E. Soraya/J. A.

Abdelmadjid Tebboune, candidat libre aux élections présidentielles du 12 décembre, a dévoilé à la presse ses «54 engagements pour une nouvelle République». C'était hier, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à l'Hôtel El Djazair, ex- Saint Georges. Lire page 2

Passer de l'aide sociale généralisée à l'aide ciblée

Loukal : de quoi réduire largement le déficit budgétaire

Page 5

Salon international du livre d'Alger Les ventes en berne

Page 13

Kherrata/ Béjaïa Marche de soutien aux détenus et pour le changement

PLUSIEURS actions de protestation ont été organisées hier à Béjaïa dans le cadre du mouvement populaire pour le départ du régime et le changement du système politique dans le pays. Une marche de protestation est initiée comme chaque samedi à Kherrata et plusieurs centaines de manifestants y ont pris part. Les manifestants qui ont sillonné les rues de la municipalité ont réitéré leur soutien inconditionnel aux détenus du mouvement populaire et exigé leur «libération immédiate et l'arrêt des intimidations sur les manifestants pacifiques». Les manifestants ont scandé des slogans anti-régime et contre les élections présidentielles du 12 décembre. Il est utile de rappeler que les frères Tadjouri avaient été libérés la fin de semaine dernière, mais ont été condamnés à payer une amende de 30 000,00DA dans l'affaire d'«atteinte à l'unité nationale» et «incitation à attrouper non armés». Les deux frères Tadjouri Adel et Farid avaient publié des posts sur les réseaux sociaux «Facebook», appelant à «une marche le 16 février dernier», pour dénoncer le 5^e mandat en faveur Bouteflika. Notons qu'un rassemblement de protestation a été observé hier devant le siège du RND. Des centaines de jeunes ont pris part à cette action pour «dénoncer l'intention du responsable local du parti d'installer une permanence électorale». La veille, le responsable local du parti a été pris à partie par des jeunes du quartier. Les manifestants étaient déterminés à «empêcher pacifiquement» toute activité liée à l'élection. Ils scandaient : «Ulac l'vot wallah mandirou, wallah marana habsine», «Makeche intikhabet maa el issabat», «Pouvoir assassin», «Ulac l'vot ulac», «Had el hirak wadjeb watani», «Iskat enidham wadjeb watani», «RND dégage», «RND, FLN, Houkouma barlamen errahlou», etc. Notons qu'une marche et sit-in ont eu lieu aussi à M'cheddalah (Bouira). Les manifestants ont réaffirmé une nouvelle fois leur soutien aux détenus du Hirak dont Nabil Alloun, enfant de la région.

H. Cherfa

Présidentielles du 12 décembre

Tebboune dévoile ses «54 engagements pour une nouvelle République»

■ Abdelmadjid Tebboune, candidat libre aux élections présidentielles du 12 décembre, a dévoilé à la presse ses " 54 engagements pour une nouvelle République ". C'était hier, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à l'Hôtel El Djazair, ex- Saint Georges.

Par Lynda Naili

Comme promis lors de ses différentes interventions sur les plateaux de télévision, Abdelmadjid Tebboune, faisant suite à la validation dans la matinée de son dossier de candidature pour la magistrature suprême du pays, a convoqué une conférence de presse à travers laquelle il dévoilera, en primeur, à la presse le contenu de son programme électoral. Un programme électoral de plus de 200 pages qui se déroulera sous le slogan «Pour le changement, nous nous engageons, et nous pouvons», et que le candidat à la présidentielle a résumé en «54 engagements pour une nouvelle République». Soutenant qu'il est «candidat libre», et faisant allusion au soutien annoncé par les militants du FLN, il dira que ces derniers «sont des citoyens algériens, à ce titre ils sont libres d'appuyer ceux en qui ils croient en leur programme». Dans ce sens, Tebboune affirmera que son staff de campagne reste ouvert «à toutes les adhésions qui répondent du courant nationaliste exception faite à ceux qui s'apparentent aux courants étrangers et qui portent atteinte aux constances nationales». «Loin d'être populiste, nous nous revendiquons novembristes et nationalistes. Le pays est fort de sa composante humaine, l'argent est là, les capacités aussi, il s'agit pour nous de trouver les solutions dans l'intérêt du citoyen non pas pour celui de la poche d'un tel ou un autre», soutiendra-t-il. Poursuivant sur cette lancée, et à propos l'opération mains propres, il dira que «ceux qui sont en prison ne représentent qu'une petite partie, car ceux qui sont encore dehors sont plus nombreux». Aussi, au sujet des sommes colossales détournées Tebboune dira : «je sais où et



PH: Soreya/J.A.

comment retrouver cet argent. Je suis économiste et financier de formation, je sais donc de quoi je parle». «Si un seul d'entre eux restituait ce qu'il a pris, le problème de la Caisse nationale de retraite (CNR) sera définitivement réglé».

En somme, affirmant que «l'esprit» de son programme «est en totale adéquation avec les revendications du hirak», notamment en ce qui concerne le changement radical du système et ses pratiques. «Je m'engage par devant Dieu et par devant le peuple à tout entreprendre, si je suis élu à la magistrature suprême pour réaliser les attentes et les aspirations légitimes portées par le hirak du 22 février pour un changement global et véritables à même de permettre à notre pays de se redresser et de prendre un nouveau départ, et à notre peuple de vivre dans une Algérie démocratique et prospère», a-t-il assuré. Ainsi, dans

l'énoncé de ses «54 engagements», Tebboune évoquera en premier lieu «l'instauration d'une nouvelle République répondant aux aspirations du peuple». Pour cela, outre la réforme du dispositif d'organisation des élections, la réforme globale de l'Etat dans tous ses démembrements, il s'engage entre autres à une refonte «en profondeur» de la Constitution qui consacre la démocratie, la séparation stricte des pouvoirs, le renforcement des pouvoirs de contrôle du parlement, la protection des droits et des libertés des citoyens, la limitation du mandat présidentiel à un seul, renouvelable une fois ainsi que la limitation de l'immunité parlementaire. Sur cette lancée, le candidat Tebboune promet également une réforme globale de la justice en vue de garantir son indépendance, une presse libre plurielle et indépendante respectueuse des règles de professionnalisme et la pro-

motion d'une démocratie participative. Il s'engage également pour une politique résolue en faveur de la promotion et l'autonomie de la femme et la mise en œuvre d'un plan d'action jeunesse. Au plan économique, Abdelmadjid Tebboune, qui a qualifié la situation actuelle de «quasi catastrophique» propose dans son programme électoral «un nouveau modèle économique basé sur la diversification de la croissance et l'économie de la connaissance». Outre une réforme financière, notamment celle du système fiscal pour en faire un moyen d'orientation économique et d'encouragement à la production nationale. Dans cet esprit, Tebboune évoquera une diminution voire une suppression définitive des taxes imposées sur les salaires ne dépassant pas les 30 000 DA. Au plan social, promettant, notamment «l'élimination définitive des disparités de développement», Tebboune s'engage aussi à «accroître et consolider le pouvoir d'achat es citoyens et défiscaliser totalement les bas revenus». Ce ne sont pas là des promesses électorales, a-t-il affirmé, «car je ne m'engage que pour ce que je peux réaliser. Ceux qui me connaissent savent que je tiens à tous mes engagements». Pour rappel, Abdelmadjid Tebboune a fait acte de sa candidature à l'élection présidentielle du 12 décembre le 26 septembre dernier. Se présentant comme le «candidat du peuple», il affirme que les revendications du Hirak ne peuvent être satisfaites «sans un président élu et légitime». Il promet aussi une réforme de la Constitution et de la loi électorale, de même qu'il instaurera la «démocratie véritable» au niveau local et national ainsi que la réouverture de dossiers de corruption dont celui du affaire Khalifa.

L. N.

Au titre de l'importation des SKD/CKD

Les monteurs de téléphonie mobile paieront les taxes

Le gouvernement va arrêter les avantages accordés à l'importation des collections SKD/CKD destinés au montage de téléphones mobiles. Ainsi, l'opérateur souhaitant produire des Smartphones en Algérie paiera les taxes d'importation des composants sans bénéficier d'avantages comme c'est le cas des montages industriels (automobile, électronique et électroménager).

Le ministère de l'Industrie et des Mines a émis une décision d'exclure le montage de téléphonie mobile du dispositif d'importation des collections SKD/CKD. Cette décision signe l'échec de l'industrie de montage de téléphones en Algérie.

Le ministère de l'Industrie a tenu à préciser qu'il ne s'agit nullement de gel de l'activité de montage de Smartphones en Algérie, mais c'est juste l'arrêt de

l'importation des collections SKD/CKD, tel que stipulé par le projet de loi de finances pour 2020. Ainsi, ce projet de loi, actuellement en débat en plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), stipule que le montage local de la téléphonie mobile a été soumis au droit ordinaire et ne bénéficiera plus du dispositif d'importation des collections SKD/CKD, a indiqué hier, le ministère de l'Industrie et des Mines.

Selon le ministère, «il n'est pas question de geler cette activité». Selon la même source, «c'est juste que le projet de loi de finances pour 2020 qui exclut le montage de téléphonie mobile du dispositif d'importation des collections SKD/CKD, offrant des avantages aux investisseurs dans le montage notamment de l'automobile, de l'électroménager et l'électronique», a expliqué

une source responsable au ministère de l'Industrie et des Mines. Le ministère de l'Industrie explique les raisons de cette décision par la facture d'importation lourde à supporter. A noter que l'activité n'a pas apporté la plus-value attendue à l'économie nationale qui, au contraire, a subi une hémorragie de devises en millions de dinars pour l'importation des kits SKD. «Il faut savoir que cette activité (montage local de Smartphones) n'encourage pas l'intégration nationale, alors que la facture d'importation de ses composants est très importante», a précisé la même source. Il est ajouté que «même les pays développés ne font plus de montage, ou très peu, de téléphonie mobile sur leur sol».

A cet effet, l'opérateur souhaitant produire des Smartphones en Algérie «paiera les taxes d'im-

portation des composants sans bénéficier d'avantages comme c'est le cas des montages industriels précités (automobile, électronique et électroménager)», a précisé le ministère de l'Industrie.

La décision a été prise suite aux rapports d'enquêtes diligentées par les services du ministère de l'Industrie, qui ont fait ressortir que ce segment ne rapporte pas la moindre valeur ajoutée à l'économie nationale. Selon la même source, la décision des pouvoirs publics de placer le montage de la téléphonie mobile dans le droit commun et l'exclure du dispositif SKD/CKD est le fruit de «deux années d'observation de l'activité en question et le constat qu'il s'agit dans la majorité des cas d'importation de produits finis déguisés».

Louiza Ait Ramdane

10 millions de baguettes jetées par jour, soit 340 millions dollars par an

Saïd Djellab lance une guerre contre le gaspillage de pain

■ Qualifiant de «choquants» les chiffres relatifs au gaspillage du pain, lesquels s'élèvent à 340 millions dollars par an, le ministre du Commerce, Saïd Djellab et le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, ont procédé à l'installation de la commission multisectorielle chargée du lancement de la campagne nationale de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage du pain.

Par Thinhine Khouchi

Chaque jour, des millions de baguettes de pain finissent à la poubelle. Le gaspillage est devenu si «normal» et «bana» qu'on oublie l'impact désastreux qu'il a sur l'économie du pays. Afin d'élaborer et de présenter une feuille de route, fin novembre courant, sur la stratégie de sensibilisation à la lutte contre ce phénomène, une commission a été installée. Elle est composée de représentants des secteurs du Commerce, de la Santé, des Affaires religieuses, de l'Intérieur, de l'Education nationale et l'Enseignement supérieur, outre des représentants de la société civile, des experts en nutrition, des médecins spécialistes et des représentants de startups spécialisées dans les réseaux sociaux. Intervenant lors d'une réunion préparatoire en prévision du lancement d'une campagne de lutte contre le gaspillage du pain tenue au Palais des expositions, Djellab a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tout un chacun pour la lutte contre ce phénomène contraire aux valeurs de la société et aux préceptes de l'Islam, ajoutant que la campagne mise sur la contribution des startups spécialisées dans le domaine des TIC. Le ministre a qualifié de «choquants» les chiffres relatifs au gaspillage du pain, lesquels s'élèvent à 340 millions dollars par an. Il a fait savoir, dans le même cadre, que la consommation journalière du pain atteint 50 millions de baguettes, dont 10 millions gaspillées quotidiennement, ajoutant que «ce chiffre passe à 13 millions de baguettes durant le mois sacré du ramadhan». Faisant état d'un million de tonnes par an de blé tendre utilisé pour la production du pain gaspillé, le ministre a rappelé dans ce sens que la subvention



Ph.D. R.

de l'Etat pour cette matière de large consommation est de 15,5 milliards DA (120 millions dollars). A cet effet, Djellab a rappelé que l'Algérie importait annuellement plus de 7 millions de tonnes de blé tendre d'une valeur de 1,6 md dollars et produit moins de 10% de ses besoins en cette matière, soulignant que 60% de cette quantité est destinée aux boulangeries comme un produit subventionné par l'Etat. Matière essentielle, le pain «doit récupérer l'image qu'il avait chez les familles algériennes», a-t-il mis en avant, estimant «inconcevable que cette matière se vende sur les trottoirs ou se retrouve jetée dans les poubelles». Revenant à la feuille de route dont la préparation a été confiée à la Commission, le ministre a indiqué qu'elle porte sur l'élaboration d'un plan de communication à court, à moyen

et à long terme afin de mobiliser et d'arrêter les voies et moyens susceptibles de lutter contre le phénomène de gaspillage du pain, outre le lancement d'initiatives sur le changement du mode de consommation. La Commission se déplacera au niveau des établissements, des cantines scolaires, restaurants universitaires et hôpitaux, en vue de sensibiliser quant à l'importance de préserver le pain et asseoir une formation de qualité au profit des boulangers, a-t-il fait savoir. Pour sa part, le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, a insisté sur la nécessaire révision du mode alimentaire du citoyen, faisant observer que le blé tendre est le plus consommé en Algérie, étant le principal ingrédient dans la production du pain. Mettant en garde contre la consommation excessive du pain, Miraoui a affirmé que les

études scientifiques ont prouvé que le blé tendre (le pain blanc) produit des composants additifs qui stimulent fortement l'appétit, ce qui cause, par la suite, plusieurs maladies chroniques, essentiellement l'obésité, le diabète et l'hypertension artérielle. Indiquant que ce genre de pain manque de valeur nutritive, le ministre a appelé à se mettre à la consommation du pain complet sain. De son côté, le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement, Mustapha Zebdi, a appelé à doter la Commission multisectorielle d'équipes de terrain qui se chargeront de signaler les établissements qui gaspillent le pain en vue de les sanctionner, avant de préconiser de trouver une alternative à la farine, améliorer la qualité du pain et réviser la marge des boulangers. T. K.

LA QUESTION DU JOUR

Le parler vrai d'Emmanuel Macron

Suite de la page une

A l'évidence, les Allemands ne voudraient d'aucune alternative à l'Otan qui placerait les impératifs de leur défense sous un nouveau leadership, celui de la France forcément, étant donné que les Britanniques préféreraient toujours leur alliance avec les Etats-Unis. Même en France, ces déclarations n'ont pas été au goût de tout le monde, même si en général elles ont été jugées justes. Ce n'est pas à un président de tenir ce langage, se sont accordés à dire les éditorialistes. Ceux-ci ne sont pas allés jusqu'à dire que la vérité tout nette ne devrait jamais sortir de la bouche d'un président, mais à la rigueur de celle d'un commentateur ou d'un analyste, mais ils l'ont suffisamment laissé entendre. En fait, de quoi s'agit-il ? Qu'est-ce donc qui a amené le président français à parler comme quelqu'un qui serait disposé à renverser la table lors du sommet de l'Otan du mois prochain ? A cette question, une seule réponse : les méthodes cavalières de Donald Trump envers les dirigeants européens dans l'affaire syrienne, et en particulier sa décision unilatérale de retirer les soldats américains du nord de la Syrie, ce qui a ouvert la voie à l'entrée de l'armée turque dans ce pays. Les intérêts européens, c'est-à-dire en l'espèce ceux de la France dans cette partie du monde, ont été ce faisant ignorés par l'administration américaine. A vrai dire, ils ne l'ont pas été que par celle-ci mais tout autant par la Turquie, un autre membre de l'Otan, pour qui non seulement les Européens mais encore les Américains n'agissent pas en alliés dans leur soutien aux Kurdes syriens. Et puis, il y a eu l'opération ayant conduit à l'élimination d'Abou Bakr el-Baghdadi, en vue de laquelle les Américains ont mis au courant tous les acteurs sur le terrain, y compris Damas, mais ni la France ni la Grande-Bretagne, pourtant présentes militairement elles aussi. Il semble bien que ce soit là la goutte qui ait fait déborder la coupe d'arrogance des Français. Eux et les Britanniques ont tant voulu renouveler en Syrie leur intervention en Libye, qui avait fait table rase du régime de Kadhafi, avec les moyens de l'Otan, c'est-à-dire ceux des Etats-Unis, mais qui ne sont pas parvenus dans ce cas à persuader les Etats-Unis. « le garant en dernière instance », de leur prêter main forte. Si bien que le régime syrien non seulement n'a pas été renversé mais est en train de reprendre le contrôle sur l'ensemble de son territoire. M. H.

vation de ce patrimoine culturel.

Hamid F.

Première rencontre sur la vannerie à Tizi-Ouzou

Les artisans posent le problème de la commercialisation

Les artisans vanniers qui participent à la première rencontre sur la vannerie qui s'est ouverte ce samedi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, ont soulevé le problème de commercialisation de leurs produits. Les artisans Slimane Tamoud, Iratni Slimane, Saheb Fazia et Betrouni Tassadit, ont tous observé que ce problème de commercialisation est lié à l'absence d'un marché permanent pour l'exposition et la vente des

objets de l'artisanat, à cela s'ajoute l'absence d'un événement (fête ou festival) qui serait exclusivement dédié à cet artisanat, à l'instar de ceux destinés à la promotion de la tapisserie, la poterie et la bijouterie traditionnelles, ont-ils souligné. Les quelques ventes effectuées par ces artisans se font lors des foires artisanales qui sont «une opportunité» pour faire la promotion de ce métier, mais auxquelles ils ne peuvent pas toujours participer car beaucoup

d'entre eux ne disposent pas d'une carte d'artisans, vu que ce métier est souvent pratiqué par des femmes au foyer ou des retraités, ont-ils observé. Ces mêmes vanniers se sont aussi inquiétés de l'absence d'une relève pour assurer la sauvegarde de ce métier qui tend à disparaître, du temps qu'il exige tout d'abord d'aller chercher la matière première en forêts et ensuite fabriquer l'objet en question, à cela s'ajoute la rareté de la matière première,

notamment de l'osier. «Plutôt qu'un métier, la vannerie est une passion et une occupation pour nous», se sont-ils accordés à dire. A l'ouverture de cette rencontre de trois jours, organisée par la direction de la culture en collaboration avec celle du tourisme, la directrice de la culture Nabila Goumeziane, a observé que cette manifestation qui coïncide avec la célébration de la Journée nationale de l'artisan, a pour but la promotion de ce métier ancestral et la préservation

Le représentant de la FAO :

«Forte volonté en Algérie» pour développer la pêche et l'aquaculture

■ Une «forte» volonté pour développer le secteur de la pêche et de l'aquaculture et augmenter la production se ressent en Algérie, a souligné, vendredi à Oran, le représentant de la FAO en Algérie, Nabil Assaf.

Pa Djalal N.

«Il y a une forte volonté de développer le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Algérie, dans le but d'augmenter la production», a estimé M. Assaf dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2019) qui se tient au Centre des conventions d'Oran du 6 au 9 novembre. Il s'agit d'un «ambitieux objectif» qui nécessite le développement de la pisciculture et de l'aquaculture, a-t-il soutenu, relevant que le nombre de fermes aquacoles en Algérie est passé de 14 en 2013 à environ 80 en 2019. Le représentant de la FAO en Algérie a affirmé que le pays peut produire des centaines de tonnes de Tilapia, s'il développe la pisciculture dans les régions sahariennes et la pisciculture intégrée à l'agriculture. M. Assaf a assuré que la FAO soutient l'Algérie dans sa démarche pour le développement de la pêche et de l'aquaculture, à travers l'organisation de



plusieurs ateliers régionaux et nationaux, sur la pêche et de l'aquaculture, et le développement des zones de pêche et des abris de pêche. Dans le même sillage, ce même responsable a

indiqué qu'il y a un projet entre l'Algérie, la Tunisie et la Turquie, sur ce qu'on appelle «l'espoir bleu», qui participera au développement durable dans ces régions disposant d'abris de

pêche, pour améliorer les conditions de vie du citoyen. Ce projet inclut plusieurs activités, dont la dernière concernait une formation dans la wilaya de Béjaïa, en collaboration avec la Direction

de la pêche et de l'aquaculture locale, et l'Institut national de la pêche et de l'aquaculture, sur la fabrication de filets de pêche, au profit de la femme rurale. **D. N./APS**

Entre l'Algérie et la Croatie

L'engraissement du thon rouge, un potentiel domaine de coopération

L'engraissement du thon rouge est un domaine potentiel pour développer des partenariats entre l'Algérie et la Croatie, a indiqué, vendredi à Oran, l'ambassadeur de la Croatie en Algérie, Ilija Zelalic, dans une déclaration à l'APS. Interrogé en marge du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA) qui se tient au Centre des conventions d'Oran, M. Zelalic a indiqué que la Croatie dispose d'un savoir-faire «important» dans le domaine de l'engraissement du thon rouge, ajoutant qu'il sera intéressant de développer des partenariats entre Algériens

et Croates dans ce domaine. Une délégation d'investisseurs croates a d'ailleurs visité le salon dans la perspective de trouver des opportunités de partenariat, a-t-il encore souligné, rappelant que la Croatie fait de l'engraissement du thon qu'elle exporte à 95 % au Japon. Pour rappel, la Commission internationale pour la conservation des thonides de l'Atlantique (Cicta) avait accordé sa faveur à la demande algérienne en 2017 pour la mise en place de trois fermes d'engraissement du thon sur le territoire national. Le quota de l'Algérie, au titre de la campagne

de pêche pour l'année 2019, était fixé à 1 445 tonnes par la Cicta et devra atteindre les 1 600, les années à venir. L'engraissement du thon relève sa valeur à 10 fois plus que le prix initial du thon rouge brut. Les premières fermes marines d'engraissement ont fait leur apparition dans les années 1990 en Méditerranée, en mer Adriatique et dans le Golfe du Mexique. Le thon est engraisé pour atteindre 500 jusqu'à 1000 % de son poids initial, puis est surgelé et exporté vers le Japon et les Etats-Unis d'Amérique.

Hamida Ch.

Election présidentielle
Le Conseil constitutionnel confirme la liste des cinq candidats validée par l'Anie

LE CONSEIL constitutionnel a confirmé hier la liste des cinq candidats retenus pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, validée la semaine dernière par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), et rejeté les recours introduits par neuf postulants à la candidature. Ainsi, les candidats retenus sont le président du Front Al-Moustakbel, Abdelaziz Belaid, le président de Talaïa El Houriyet, Ali Benflis, le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, l'ancien Premier ministre Abdelmadjid Tebboune, le secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique, Azzedine Mihoubi. **T. H.**

«Medghacen, histoires secrètes»

Regards croisés sur le plus ancien mausolée royal

Un ouvrage collectif rassemblant des regards croisés d'une dizaine d'écrivains et de poètes sur le monument funéraire berbère Medghacen a été publié sous le titre «Medghacen, histoires secrètes». Elaboré avec le concours de l'association «Les amis de Medghacen», le livre est paru à l'occasion du 24^e Sila (Salon international du livre d'Alger). L'ouvrage de 256 pages, qui réunit des poèmes et des nouvelles, en arabe et en français, est paru chez Chihab. Nassira Belloula, Chawki Amari, Ameziane Ferhani, Amin Khan, Jaoudet Guessouma ou encore H'mida El Ayachi, entre autres écrivains et journalistes, ont participé à sa rédaction. Dans «Les douze pierres de minuit», Chawki Amari propose des allers-retours entre l'histoire d'un escroc tentant de vendre ce mausolée à un riche homme d'affaires d'aujourd'hui, et le récit de la dernière journée d'inspection des travaux de construction de ce monument vingt-trois siècles plus tôt. L'auteur relate le voyage de Hmada, un visiteur venu du Tassili à la recherche d'un trésor à Batna et celui de Izza jeune fille vivant à Boston aux Etats-Unis, accompagnant sa

mère sur la terre de ses ancêtres. Comme dans un film choral, toutes ces histoires mènent au mausolée où les protagonistes sont à la recherche d'une galerie secrète. Native de la région, Nassira Belloula évoque dans «Le syndrome Imadghassen» cet «aïeul bien fatigué d'être resté debout, sans soutien contre l'anéantissement, et sans avoir livré ses secrets». Une occasion pour la romancière de souligner le manque d'informations sur le tombeau et sur ce pan de l'histoire d'Algérie. A travers son texte, l'auteure explore les entrailles du mausolée grâce à un fil conducteur : son personnage, un étudiant en histoire, est guidé dans son rêve par un Numide à travers les galeries souterraines et chambres funéraires que renferme le Medghacen. Pour sa part le poète et philosophe Amin Khan participe à cet ouvrage avec un poème intitulé «A la mémoire de la pierre numide». Au titre de sa contribution à l'ouvrage, Rachid Mokhtari propose «Rallye barbare», un marathon relatant l'histoire millénaire de l'Algérie, ses contradictions et ses non-sens. Ce récit fictionnel commence par le rapatriement des crânes de résistants

algériens (restes mortels transférés et conservés en France à ce jour), que les autorités souhaitent mettre en terre à l'intérieur du Medghacen, le plus ancien monument funéraire royal d'Algérie. Pour le journaliste français Thierry Perret, le Medghacen devient un repère pluriel. Dans «Les pierres qui sont des étoiles», l'auteur se sert du monument comme trame où se mêle l'échange entrecroisé entre trois amis : deux Algériens et un Français, discutant de l'actualité au lendemain d'un mouvement populaire. Cette pluralité, l'auteur la puise dans la variabilité des noms et des graphies données à ce monument qui reflète, selon lui, les différents rapports que les citoyens peuvent avoir avec le patrimoine. La notion de repère intemporel apparaît également dans la nouvelle du journaliste et écrivain Hmada El Ayachi, «Les ombres de Medghacen». Ce texte relate la vie d'une famille de la région de Batna à travers le quotidien d'un jeune homme écartelé entre ses parents, son épouse et sa vie en Europe de l'Est. Dans ce récit familial obscur, le mausolée demeure toujours debout malgré les vicissitudes de la vie. **Yanis F.**

Passer de l'aide sociale généralisée à l'aide ciblée

Loukal : de quoi réduire largement le déficit budgétaire

■ Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a affirmé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que la réforme de l'aide sociale en passant de l'aide généralisée à l'aide ciblée visant exclusivement les catégories vulnérables, contribuera largement à réduire le déficit budgétaire.

Par Salem K.



PH: Soraya J. A.

Répondant aux questions des députés concernant le projet de loi de finances (PLF) 2020 lors d'une plénière présidée par Slimane Chenine, président de l'APN en présence de plusieurs ministres, M. Loukal a précisé que la réforme de l'aide sociale globale est impérative au regard du grand fardeau qu'elle

constitue sur le budget de l'Etat. Rappelant que l'Etat a recouru à l'aide technique de la Banque mondiale (BM) pour définir les meilleurs mécanismes à adopter dans cette réforme «à court terme», le ministre a souligné que la réforme des transferts «est une opération longue, compliquée et sensible sur les plans

économique et social, nécessitant une méthode globale de réforme et un examen rigoureux pour définir ses répercussions sur les citoyens». L'Etat affecte annuellement près de 1 800 milliards de DA de transferts sociaux directs et le même montant de transferts implicites. «Le déficit du budget de l'Etat avoisine les 1 500

milliards de DA/an et si nous réduisons le montant de l'aide directe et indirecte de moitié, nous pouvons facilement combler ce déficit», a-t-il dit. Evoquant le financement non conventionnel, le ministre des Finances a réaffirmé que «ce financement, gelé depuis mai dernier jusqu'à la fin de l'année 2020, demeure en

vigueur et il est possible d'y recourir le cas échéant». Sur un total de 6 556,2 milliards de DA alloués à la fin de janvier 2019 dans le cadre de ce financement, un montant global de 5 945,5 milliards de DA a été injecté dans l'économie jusqu'à la fin de septembre. Le ministre a indiqué que ce financement non conventionnel constitue une dette à long terme pour le Trésor public qui la remboursera sur 30 ans avec un taux d'intérêt ne dépassant pas 0,5 %, estimant que «le fardeau de ce financement sur le Trésor public n'est pas aussi important». Pour ce qui est du recours aux financements extérieurs en faveur des projets économiques structurés et rentables, M. Loukal a affirmé que ce financement ne peut être effectué sans le consentement du gouvernement et sera limité au financement des projets stratégiques et non à la subvention de la consommation. Le niveau de la dette extérieure de l'Algérie demeure parmi les plus faibles dans le monde, dont le taux n'excède pas les 0,78 % du Produit intérieur brut (PIB), alors que le taux de la dette publique interne s'élève à 40 % du PIB. Quant aux montants consacrés à la réévaluation des projets auxquels 279 milliards de DA sont alloués pour 2020, le ministre a précisé que ce montant est en recul par rapport aux prochaines années et ne représente que 2 % du volume du programme en cours contre 25 % avant 2010. Pour ce qui est du niveau de l'inflation, en hausse selon l'avis de plusieurs députés, le ministre a indiqué que le taux d'inflation a connu une nette baisse, passant à 2,01 % fin septembre dernier contre 4,45 % fin septembre 2018. Cette baisse est due grâce aux multiples mesures visant à contenir cette inflation, a ajouté le ministre, citant l'intensification de réalisation des marchés de gros et de détail, le parachèvement de l'endiguement du commerce illégal et la lutte contre les pratiques frauduleuses, outre les mesures de la politique monétaire de la Banque d'Algérie pour absorber l'excès de liquidité et stabiliser le taux de change. Concernant la dévaluation de la monnaie nationale face à l'euro et au dollar, le ministre a mis en avant que le dinar algérien «n'est pas en dégringolade mais au contraire sa valeur est bonne par rapport aux fondamentaux de l'économie nationale». Evoquant l'autorisation d'importation des véhicules d'occasion de moins de 3 ans, selon le projet de loi, le ministre des Finances a affirmé que leurs prix seront raisonnables vu qu'ils sont exempts de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les pays d'origine et feront l'objet de dédouanement en Algérie, d'autant que les taxes douanières et la TVA appliquées seront calculées sur la base du taux de change officiel.

Pétrole

Le panier de l'Opep établi à 62,32 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi en fin de semaine à 62,32 dollars, selon les données de l'Organisation publiées sur son site web. Le prix de l'ORB était à 62,39 dollars mercredi dernier, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Jeudi, les prix de l'or noir ont terminé en hausse. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier s'est apprécié de 55 cents, ou 0,9 %, pour finir à 62,29 dollars. A New York, le baril de WTI pour décembre a pris 80 cents ou 1,4 %, à 57,15 dollars. Cette hausse a été enregistrée après l'annonce par la Chine

d'une levée progressive des droits de douane que s'imposent Pékin et Washington, laissant ainsi entrevoir une possible trêve dans le conflit commercial qui pèse sur la croissance économique. Dans ce contexte, plusieurs réunions de l'Opep sont attendues pour le début de décembre prochain à Vienne (Autriche). Il s'agit en particulier de la septième réunion de l'Opep + prévue pour le 6 décembre prochain à Vienne (Autriche) qui sera précédée par la 117^e Conférence ministérielle de l'Organisation. Depuis 2016, l'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie, se sont engagés pour une limitation volontaire de leur production afin de soutenir les cours. En décembre 2018, l'Opep, avec dix pays producteurs non-Opep, avaient convenu d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils à partir de janvier 2019, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Cet accord a été reconduit en début juillet dernier jusqu'au 31 mars 2020. Dans la préface du rapport annuel sur

le pétrole publié mardi dernier, le Secrétaire général de l'Organisation, Mohammad Sanusi Barkindo, a souligné «l'accent mis par l'Opep sur l'amélioration du dialogue et de la coopération, plus récemment dans le cadre de la "Déclaration de coopération" historique et de la "Charte de la coopération" récemment approuvée entre 24 producteurs de l'Opep et des pays non membres de l'Opep, en tant que moyen d'aide et de contribution (...) pour une industrie pétrolière stable». La demande mondiale de brut doit progresser de près de 12 millions de barils par jour (mbj) à long terme, passant de 98,7 mbj en 2018 à 110,6 mbj en 2040, indique l'Opep dans son rapport. Vendredi, les prix du pétrole ont terminé en légère progression. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier s'est établi à 62,51 dollars à Londres, en hausse de 0,4 %, ou 22 cents, par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour décembre a gagné 0,2 %, ou 9 cents, à 57,24 dollars.

Amar I.

Aide

Le FMI va débloquer 450 millions de dollars pour le Pakistan

Le Pakistan devrait prochainement bénéficier d'une seconde tranche de prêt de 450 millions de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de son programme d'aide de 6 milliards, approuvé en juillet. Son attribution doit encore obtenir l'aval du conseil d'administration du FMI, a indiqué l'institution dans un communiqué. Elle s'ajoutera au milliard décaissé en juillet. Cette annonce fait suite à une mission à Islamabad pour examiner la situation économique du pays depuis le lancement du programme économique, ajoute le FMI, précisant que la mission s'est achevée vendredi.

«Malgré un environnement difficile, la mise en œuvre du programme s'est bien déroulée et tous les critères de performance fixés pour la fin septembre ont été atteints avec des marges confortables», a expliqué le chef de mission, Ramirez Rigo, cité dans le communiqué. Pour autant, il note que «des efforts supplémentaires sont nécessaires avant mars», d'autant que les risques tant sur le plan national qu'international «demeurent» et «les difficultés économiques persistent». «Les partenaires internationaux restent déterminés à soutenir les efforts de réforme des autorités en fournissant les garanties de

financement nécessaires», a-t-il également souligné. Après des mois de négociations, le FMI et le Pakistan, dont la balance des paiements est très déséquilibrée, avaient annoncé le 12 mai être parvenus à un accord. Et le 3 juillet, l'institution de Washington avait annoncé l'approbation par son conseil d'administration d'une aide de 6 milliards de dollars pour soutenir le programme de réformes économiques des autorités. L'accord porte sur un prêt s'étalant sur une période de plus de trois ans (39 mois) au titre du «mécanisme de financement élargi».

H. Y.

S. K./APS

Bouira

70 exposants participent à la foire locale de l'artisanat traditionnel

■ Au total, 70 exposants prennent part depuis jeudi à la foire locale de l'artisanat traditionnel qu'abritent plusieurs structures du secteur à Bouira, Lakhdaria et Sour El Ghozlane, a indiqué à l'APS le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Bouira, Azzedine Abdous.

Par Amel N.



A Bouira, c'est le siège des galeries, qui a abrité une grande exposition dédiée aux différents produits artisanaux (bijoux traditionnels, habits, poterie, tapis, gâteaux), ainsi que les produits du terroir de la région de Bouira comme le miel et les figues sèches, selon les détails fournis par le même responsable.

Une quarantaine d'artisans participent à cette exposition dont l'objectif est de valoriser davantage et vendre leurs produits aux visiteurs. Un grand nombre de visiteurs a afflué durant le premier jour de cette foire qui se poursuivra jusqu'au 11 novembre, a-t-on constaté.

Dans la ville de Lakhdaria (Ouest de Bouira), une vingtaine d'artisans exposent aussi au public leurs produits aux visiteurs. Une exposition similaire

est organisée également au niveau de la maison de l'artisanat traditionnel de la ville de Sour El Ghozlane (Sud).

«Ces expositions sont organisées dans le cadre des festivités

célébrant la journée nationale de l'artisan coïncidant avec le 9 novembre de chaque année», a précisé à l'APS le directeur de la CAM de Bouira.

L'objectif de cette foire est de

mettre en exergue l'importance de l'artisanat dans la préservation et la promotion du patrimoine culturel national et local. «Cette manifestation vise entre autres à réhabiliter certain

métiers artisanaux menacés de disparition, et à encourager davantage l'artisan à améliorer la qualité de ses produits», a souligné M. Abdous.

A. N./APS

Blocage à l'Assemblée populaire communale d'Attatba Le wali de Tipasa suspend le P/APC

Le wali de Tipasa, Mohamed Bouchama, a décidé de suspendre le président de l'APC d'Attatba, Lakhdar Guerfi, pour mettre un terme à la situation de blocage qui entrave le règlement des affaires des citoyens de cette collectivité locale depuis près d'une année, a-t-on appris vendredi des services de wilaya.

Jusqu'à la réunion des membres de l'APC d'Attatba et l'élection d'un nouveau président, le wali de Tipaza a chargé Mohamed Mahmoudi, Secrétaire général de la commune, de la gestion des affaires quotidiennes des différents services de la commune, ont indiqué à l'APS les services de cabinet du wali.

La décision du wali intervient en vue de mettre un terme à la situation de blocage que connaît la commune d'Attatba depuis près d'une année, suite au refus de 13 des membres de la composante de l'Assemblée communale, de collaborer sous la présidence de Lakhdar Guerfi, apparenté au Rassemblement national démocratique (RND), ce qui a impacté «négativement» la gestion de ce service public, selon les mêmes sources.

Les efforts et les démarches de conciliation entreprises par les services de la wilaya et le chef de daïra de Koléa ont été voués à l'échec face à l'«intransigeance» du président de la Commune et à son «rejet» de collabo-

rer en coordination avec les membres de l'Assemblée, selon les mêmes sources qui ont réitéré les multiples appels du wali à «la nécessité de renoncer aux calculs personnels et de mettre l'intérêt du citoyen et de la commune au-dessus de toute considération».

Depuis près d'une année, 13 membres de l'APC d'Attatba ont refusé de collaborer avec le président de la commune, dont cinq membres de sa même formation politique, en l'occurrence (RND), l'accusant d'«unilatéralisme dans la prise des décisions», de «mauvaise gestion», et de «calculs politiques étroits», affirme-t-on de mêmes sources.

L. M.

Mawlid Ennabaoui à Ghardaïa

Les habitants des ksour du M'zab célèbrent la rituelle procession religieuse

Les habitants des différents ksour du M'zab ont célébré dans la nuit de vendredi à samedi la rituelle procession religieuse du «Mawlid Ennabaoui» (anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed (QSSL), dans une ambiance riche en couleurs, symboles, sons et odeurs.

Illustrant l'attachement des habitants de la région à leurs traditions ancestrales authentiques, cette procession composée d'adultes en tenue marquée de cérémonie (Gandoura et chechia) de couleur blanche suivis de leurs progénitures serpente les ruelles du ksar dans un climat de recueillement et dans la pure délectation spirituelle où des «madayahs», chants religieux faisant l'éloge au Prophète QSSL sont récités collectivement par les marcheurs.

Dans un élan de spiritualité multidimensionnel conforté par

des chants à la gloire du sceau des prophètes, des centaines de ribambelles d'enfants en tenue traditionnelle des Ksour de Guerrara, Berriane, Melika, El Ateuf, Ben Izgen et Ghardaïa serpentent les différentes ruelles avant de converger vers la mosquée pour y participer à la cérémonie spéciale organisée pour se remémorer la naissance du Prophète, sa vie, ses miracles, sa foi et ses actes illustrant la grandeur de l'Islam par des chants religieux «madayahs» avant d'accomplir la prière du soir et s'offrir des friandises distribuées par des bienfaiteurs du ksar. «Cette tradition séculaire connaît un engouement exceptionnel des natifs de Ghardaïa vivant à l'extérieur de la région et permet à la population de renouer avec ses traditions qui ont parcouru les siècles sans subir de transformation de notre riche legs patrimonial», a souli-

gné Hadj Kacem du ksar de Guerrara (125 km nord-est de Ghardaïa). «Cette année tous les ksour sont tenus d'organiser une procession avec les enfants à l'occasion de l'anniversaire du Prophète Mohamed (QSSL) pour mettre en valeur son parcours, sa vie et pérenniser la «sira» du prophète et la transmettre aux jeunes générations», a-t-il ajouté.

«Cette procession était célébrée par le passé dans chaque ksar mais au fil des années elle a été abandonnée sauf dans le ksar de Ben Izgen, où chaque année un défilé se déroule à la lumière tamisée de torches fonctionnant à l'huile, connues localement sous l'appellation de «Inarène», aux chants glorifiant le sceau des prophètes, se mêlent des ribambelles d'enfants en tenue traditionnelle, accompagnés de leurs parents et portant des lampes traditionnelles», a-t-il rappelé. «On essaye de

revivifier cette tradition ancestrale dans différents ksour du M'zab pour permettre aux générations futures de la perpétuer tout en propageant conformément aux préceptes de l'Islam la vie du Prophète Mohamed (QSSL)», a ajouté M. Hadj Kacem.

La fête de Mawlid Ennabaoui est marquée également dans la région de Guerrara par une tradition originale appelée «Adoual» le retour où les nouveaux mariés qui ont célébrés leurs mariages reviennent une nouvelle soirée de noce dans leurs costumes traditionnels et dans un climat festif restreint uniquement aux membres de la famille.

La femme nouvellement mariée sera invitée quelques jours avant El Mawlid Ennabaoui chez ses parents avant de revenir chez son mari dans la même tenue traditionnelle de mariage accompagnée aux sons du tbal entrecoupé de youyous stri-

dents des femmes proches, a-t-il fait savoir. Pour les Ghardaouis, cette fête religieuse est également l'occasion de veiller aux rythmes mélodieux des chants élogieux sur le prophète et la déclamation de versets du Saint Coran, c'est aussi un moment particulier de recueillement pour les fidèles afin de se remémorer les hauts faits du Prophète Mohamed et d'implorer pour le maintien de la quiétude dans notre pays.

Le Mawlid Ennabaoui est une occasion, selon les traditions locales, pour regrouper la grande famille et passer un bon moment convivial ensemble, tout en savourant un couscous à la sauce sucrée préparée à base de dattes et dénommé localement «Ouchou Tini», mets incontournable durant cette fête ainsi que le thé accompagné de cacahuètes.

Ayman B.

Tunisie

Ennahdha dévoilera son chef du gouvernement d'ici mi-novembre

■ Après l'annonce, vendredi, des résultats définitifs des législatives en Tunisie, le parti Ennahdha, arrivé en tête du scrutin, doit proposer un chef du gouvernement d'ici le 15 novembre, ont indiqué le parti et l'Instance chargée des élections.

Par Halim N.

Selon la Constitution, le président Kais Saïed a une semaine, à partir de vendredi, pour charger une personne désignée par Ennahdha de constituer un gouvernement. Jusqu'à présent, aucun nom n'a été évoqué publiquement.

Lors d'une conférence de presse vendredi, l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie) a annoncé les résultats définitifs des élections législatives du 6 octobre.

La première plénière de la nouvelle mandature 2019-2024 se tiendra le 13 novembre, a indiqué le Parlement dans un communiqué publié vendredi.

Ennahdha, première force parlementaire, n'a cependant gagné que 52 sièges, moins d'un quart du Parlement, et devra composer avec cinq ou six formations pour obtenir une majorité soutenant le nouveau gouvernement. La «choura», organe consultatif du parti Ennahdha,

doit se réunir ce week-end afin de plancher sur la composition de l'exécutif, et décider s'il confie la formation du gouvernement à un membre du parti ou à une personnalité indépendante.

«Ennahdha tient à son droit constitutionnel de diriger le gouvernement, on va voir ensemble ce week-end ce qui est envisageable», a indiqué le président de la choura, Abdelkarim Harouni.

«On va tout faire pour convaincre nos partenaires, car il faut respecter la voix des électeurs, et on fera le bilan des négociations pour voir ce qui est bon pour le pays», a-t-il ajouté.

La personne désignée pour diriger le nouveau cabinet a un délai d'un mois, renouvelable une fois, pour former un gouvernement qui doit être ensuite approuvé par une majorité de députés.

À défaut de majorité à l'issue de ce délai, le président Kais Saïed pourra proposer un autre chef du gouvernement.

Ennahdha a dit poursuivre



ses négociations, à la recherche de ministres «compétents».

Début novembre, le parti a présenté à la presse un programme qu'il souhaite faire signer, après concertations, par toutes les composantes du futur gouvernement.

Ce programme se concentre sur la lutte contre la corruption et la pauvreté, le renforcement de la sécurité, le développement de l'éducation et des services publics, ou l'augmentation des investissements. Ennahdha a jusque-là exclu des négociations

le parti Qalb Tounes – arrivé deuxième aux législatives avec 38 sièges et présidé par l'homme des médias Nabil Karoui, poursuivi pour fraude fiscale –, et le Parti destourien libre de l'avocate Abir Moussi (17 sièges).

H. N./APS

Sahara occidental

Khedad : le discours du roi est une expression d'inquiétude face à la situation au Maroc

Le coordinateur sahraoui auprès de la Minurso, M'hamad Khedad, a soutenu que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU constituent une référence pour le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, en particulier la dernière résolution 2494, soulignant que les déclarations du roi du Maroc prétendant une souveraineté sur le Sahara est une expression d'inquiétude face à la situation au Maroc.

«C'est un discours stérile et une expression de grande inquiétude face à la situation interne au Maroc, et la question du Sahara occidental est utilisée pour encourager un prétendu patriotisme touché par la misère et le manque de perspectives», a soutenu M. Khedad, chef des relations internationales du Front Polisario et coordinateur auprès de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental, dans une déclaration au site espagnol El Confidential.

«Les pieds et les mains du Maroc tremblent chaque fois que la décolonisation du Sahara occidental est évoquée et il veut perpétuer le statu quo, que nous venons de rejeter après l'adoption de la récente résolution 2494 du Conseil de sécurité», a-t-il indiqué dans une réaction au vote, mercredi dernier, de la

résolution prorogeant le mandat de la Minurso d'une année.

Pour M. Khedad, le roi du Maroc a reconnu que, malgré la propagande, le problème reste en suspens. «La vérité est que personne ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental», a-t-il rappelé, soutenant que «le Maroc continue de payer le prix fort pour continuer l'occupation de certaines parties de notre territoire». «Le roi du Maroc a tenté de manipuler l'opinion publique en ignorant la situation réelle dans laquelle se trouve le Maroc, sur le point de l'exploiter socialement et politiquement. Et dans ce cadre, il a recours à l'intransigeance concernant la question

du Sahara occidental», a expliqué le diplomate sahraoui.

Réagissant juste après le vote, mercredi dernier, de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso d'une année, le Front Polisario a estimé que l'instance suprême des Nations unies a encore «manqué l'occasion d'éviter l'effondrement du processus de l'ONU face aux échecs répétés du secrétariat général de l'ONU et du Conseil de sécurité à empêcher le Maroc de dicter les termes du processus de paix et le rôle de l'ONU au Sahara occidental».

Face au statu quo, «le Front Polisario n'a d'autre choix que de reconsidérer son engagement dans le processus de paix», a-t-il

mis en garde. C'est à ce titre que le Front Polisario a rappelé «les concessions énormes» qu'il a consenties pour faire avancer le processus politique, et ce «malgré l'intransigeance et le chantage du Maroc». La partie sahraouie réitère le rejet de toute approche qui s'écarte du plan de règlement des Nations unies ou qui déroge à la nature juridique du dossier du Sahara occidental comme question de décolonisation. «Le droit de notre peuple à l'autodétermination et à l'indépendance est inaliénable et non négociable, et nous utiliserons tous les moyens légitimes pour le défendre», a également affirmé le Front Polisario. Le vote avait enregistré

13 voix pour et deux abstentions, celles de la Russie, membre permanent et de l'Afrique du Sud qui assure la présidence tournante du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Les deux pays reprochent notamment au texte son libellé favorable à l'une des parties.

La Russie tout comme l'Afrique du Sud refusent le remplacement de principes de base relatifs à ce processus par des généralités sur la nécessité de trouver des «solutions réalistes ou des compromis», qui selon les deux pays, sapent la confiance vis-à-vis du Conseil de sécurité et assombrissent les perspectives du processus politique.

L. K.

Coopération maghrébine

Tiaret : exportation de 60 tonnes de pomme de terre vers la Mauritanie

Une cargaison de 60 tonnes de pomme de terre a été exportée jeudi de Tiaret vers la Mauritanie, a-t-on appris auprès de l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya.

L'officier de contrôle à l'inspection, Nabil Hadja, a indiqué que cette quantité de pomme de terre a été produite par l'exploitation agricole à Medrissa appartenant à Djahnine Mustapha, soulignant que les procédures de dédouanement ont été accomplies dans cette commune dans le cadre du plan stratégique d'accompagnement des exportateurs.

Les procédures douanières ont été effectuées en un temps record et toutes les facilités ont été accordées par l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Tiaret, a affirmé un membre de l'exploitation agricole, Djahnine Sofiane, signalant que l'exportation se fait à travers le passage frontalier dans la wilaya de Tindouf.

L'exploitation devra exporter une autre cargaison de pomme de terre de 200 tonnes dans les prochains jours vers le Sénégal, avec la contribution de plusieurs exploitations productives de ce produit dans la wilaya, a-t-il annoncé, rappelant que l'explo-

tation Djahnine a exporté auparavant vers la Mauritanie, 10 tonnes d'ail et 33 tonnes de pomme de terre de la wilaya de Sétif.

L'officier de contrôle à l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Tiaret a fait savoir que l'année 2019 enregistre une intense activité en matière d'exportation à partir de Tiaret, avec l'exportation de 39 tonnes d'oignon la semaine dernière vers la Mauritanie, en attendant une autre de 60 tonnes du même produit vers ce pays, contre 45 tonnes de pomme de terre en 2018.

R. M.



Chili

Après trois semaines de protestation, la colère sociale ne faiblit pas

■ Une marche pacifique de dizaines de milliers de personnes rassemblées vendredi à Santiago pour protester contre la politique du gouvernement a été suivie par des incidents entre contestataires et policiers et par l'incendie d'une université.

Par Rosa C.

Trois semaines après son déclenchement le 18 octobre, le mouvement de colère sociale contre le président libéral Sebastian Pinerá ne faiblit pas, et les troubles se sont à présent étendus aux quartiers aisés de la capitale. Environ 75 000 personnes, selon la mairie de Santiago, ont participé au rassemblement sur la Plaza Italia, tandis qu'à proximité se produisaient des heurts pendant lesquels une partie de l'Université Pedro de Valdivia, un établissement privé, a brûlé. La mairie a indiqué qu'après la marche «ont commencé des troubles avec construction de barricades». Le bâtiment a commencé à brûler alors que des manifestants encaoulés affrontaient des unités anti-émeutes et incendiaient des barricades dans les environs, ont déclaré des témoins à des médias locaux. De nombreuses compagnies de pompiers ont été envoyées sur place. A proximité de l'université incendiée, un groupe de manifestants enca-

goulés a pillé une église historique, la Parroquia de La Asunción, construite en 1986, et ont utilisé une partie de son mobilier pour ériger des barricades auxquelles ils ont mis le feu. Une marée de manifestants avait afflué en fin de journée sur l'avenue Alameda pour envahir pour le troisième vendredi consécutif la Plaza Italia, dans le centre de la capitale, rebaptisée sur une immense toile «Plaza de la Dignidad» («Place de la Dignité»). Ils portaient des drapeaux chiliens et des pancartes sur lesquelles étaient écrits des slogans contre le gouvernement du président Pinerá. En passant devant le palais présidentiel, la foule a scandé des slogans hostiles au président en réclamant sa démission. Des centaines de personnes ont manifesté non loin du Costanera Center, un immense édifice qui est le symbole de la prospérité du Chili. A la base du bâtiment se trouve un vaste centre commercial considéré comme le plus grand de la région, et qui est fermé depuis quelques jours en raison des troubles. La marche de vendredi

avait été convoquée sur les réseaux sociaux après le discours prononcé jeudi par M. Pinerá, qui avait annoncé de nouvelles mesures de sécurité, tentant de traiter la crise comme un problème d'ordre public. «Le message de Pinerá hier était une provocation ouverte, il ne comprend rien», a déclaré à l'AFP Cristian, un étudiant de 27 ans qui n'a voulu donner que son prénom. Tout en durcissant le ton sur le thème de l'ordre public, M. Pinerá n'a fait jeudi aucune annonce dans le domaine social pour répondre aux revendications de la rue sur le montant des pensions de retraite, la santé ou l'éducation. Des manifestations ont aussi eu lieu vendredi dans d'autres villes du Chili, selon les médias. A Vina del Mar, près de Valparaíso, de violents affrontements avec la police se sont produits et des barricades ont été érigées dans le centre de la ville. Dans la nuit, à Santiago, des groupes de manifestants ont bloqué des rues dans les quartiers centraux de Providencia et de Las Condes. Ils ont construit des barricades avec des débris et du mobilier urbain, puis les ont incendiées en criant des slogans



Ph. > D. R.

contre le gouvernement. L'annonce le 18 octobre de l'augmentation du prix du ticket de métro a été le déclencheur de la colère dans les rues de Santiago. Depuis, les Chiliens n'ont pas cessé de protester contre les inégalités qui régissent dans un pays à l'économie prospère et où

l'État est selon eux défaillant dans les domaines de l'éducation, de la santé et des retraites. Depuis le début des manifestations, 20 personnes ont été tuées, selon l'Institut national des droits de l'Homme (INDH) et plus de mille ont été blessées. R. C.



Commentaire

Accusations

Par Fouzia Mahmoudi

Dans la Turquie d'aujourd'hui, celle du président Recep Tayyip Erdogan, il n'est pas très difficile de se débarrasser de toutes personnes qui déplaisent au maître d'Ankara. C'est ainsi que depuis trois ans des milliers de personnes ont été arrêtées, bien souvent arbitrairement. Les autorités turques ont ainsi arrêté vendredi un maire appartenant au principal parti d'opposition prokurde de Turquie, le soupçonnant de «propagande terroriste» et d'«appartenance à une organisation terroriste», selon l'agence de presse étatique «Anadolu». Azim Yacan, le maire d'Ipekyolu, dans la province de Van (sud-est), ainsi que son adjointe Sehsade Kurt ont été interpellés tôt dans la matinée et placés en garde à vue, soupçonnés par les autorités d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon «Anadolu». Ces interpellations font suite à une série d'arrestations et de destitutions visant depuis plusieurs semaines des élus du Parti démocratique des peuples (HDP), le plus important parti prokurde de Turquie, dans le sud-est à majorité kurde du pays. En octobre, les autorités turques avaient arrêté trois maires de ce même parti pour des accusations similaires, ainsi que Selçuk Mizrakli, écarté en août de la mairie de Diyakabkir et remplacé par un administrateur après sa victoire aux dernières élections municipales. Ces interpellations surviennent dans le sillage du déclenchement le 9 octobre par la Turquie d'une offensive dans le nord-est de la Syrie contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qualifiée de «terroriste» par Ankara mais soutenue par les pays occidentaux. Le HDP a été le seul parti représenté au Parlement turc à exprimer son opposition à cette opération militaire, plusieurs de ses responsables l'ayant qualifiée d'«invasions». Le président turc, sans surprises, affirme régulièrement que le HDP est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation qualifiée de «terroriste» par la Turquie et ses alliés occidentaux. Le HDP affirme être visé en raison de son opposition virulente au gouvernement. Dans le cadre de l'enquête contre les élus arrêtés vendredi, les véhicules de fonction de la municipalité d'Ipekyolu «ont été fouillés» et du «matériel ayant pu être utilisé pour commettre des délits a été saisi», selon «Anadolu». Malheureusement, peu de moyens existent pour vérifier la véracité de ces accusations lancées par le régime dictatorial de Recep Tayyip Erdogan qui a les pleins pouvoirs pour incarcérer et traduire en justice quiconque lui déplaît et refuse de se soumettre à sa ligne politique et idéologique toujours plus extrémiste. F. M.

Bolivie

Mutineries dans la police, Morales dénonce un coup d'État «en cours»

Le président bolivien Evo Morales a dénoncé vendredi un coup d'État «en cours», après les mutineries d'au moins trois compagnies de police, une rébellion contre laquelle le pouvoir exclut pour l'heure d'envoyer l'armée. «Sœurs et frères, notre démocratie est en danger à cause du coup d'État en cours que des groupes violents ont lancé contre l'ordre constitutionnel. Nous dénonçons devant la communauté internationale cette attaque contre l'État de droit», a indiqué sur Twitter le président indigène de gauche à l'issue d'une réunion d'urgence avec plusieurs ministres et le commandant en chef des forces armées, le général Williams Kaliman. «J'appelle notre peuple à prendre soin pacifiquement de la démocratie et de la CPE (Constitution politique de l'État) pour préserver la paix et la vie en tant que biens suprêmes au-dessus de tout intérêt politique», a ajouté M. Morales dans un autre tweet. Le ministre de la Défense Javier Zavaleta a quant à lui assuré qu'il n'était pas question d'une intervention militaire contre les mutins pour l'heure : «Aucune opération militaire ne sera menée pour le moment, c'est totalement exclu», a-t-il déclaré. Dix-sept jours après le début des manifestations contre la réélection de M. Morales, au moins trois unités de police se

sont mutinées, dans la ville de Cochabamba (centre) tout d'abord, puis à Sucre (sud, capitale de la Bolivie) et à Santa Cruz (est), une région riche à l'est du pays et un bastion d'opposition. Des scènes de fraternisation entre policiers et manifestants de l'opposition ont été observées dans la capitale. «Nous nous sommes mutinés», a déclaré un policier, le visage dissimulé devant les journalistes au quartier général de l'Unité des opérations de police tactique (UTOP) à Cochabamba. «Nous allons être du côté du peuple, pas avec les généraux», a ajouté un de ses collègues, lui aussi masqué. Des images diffusées en direct à la télévision ont montré une vingtaine d'agents grimant au sommet du bâtiment du quartier général de la police en agitant le drapeau bolivien, tandis que des dizaines de jeunes opposants les encourageaient depuis la rue. Les manifestants ont fait exploser des pétards dans une ambiance festive et ont hissé sur un mât un drapeau bolivien (rouge, jaune et vert) chantant l'hymne national. En plus des mutineries dans ces trois villes, des dizaines de policiers ont défilé vendredi soir avec des manifestants de l'opposition criant des slogans hostiles à M. Morales sur l'avenue Prado, la principale artère de La Paz, a observé un journaliste de l'AFP.

Les chaînes de télévision locale ont également montré des images de manifestants serrant la main de policiers dans le centre de la capitale, un contraste avec les trois nuits précédentes où les deux camps s'étaient affrontés. Dans La Paz, les policiers se sont retirés dans leurs casernes et une foule chantait : «Ami policier, les gens sont avec vous». Le leader régional Luis Fernando Camacho, le leader le plus visible et le plus radical de l'opposition bolivienne, avait demandé hier dernier aux militaires et à la police de se joindre à l'opposition dans cette crise déclenchée par la réélection controversée de M. Morales lors des élections du 20 octobre. M. Camacho était à un rassemblement dans la partie sud de La Paz vendredi après-midi quand la nouvelle de la mutinerie de Cochabamba s'est répandue. La foule a applaudi debout et s'est mise à chanter : «Ami de la police, le peuple est avec toi». «J'ai pleuré d'émotion, Grande Police», a tweeté M. Camacho peu après. «Merci d'être avec ton peuple, que Dieu te bénisse». Dans la région d'Obrajes, au sud de La Paz, les gens dans les rues ont célébré les mutineries policières comme si l'équipe nationale bolivienne de football avait gagné, a observé un journaliste de l'AFP.

Salon international du livre d'Alger

Les ventes en berne

■ Le Salon international du livre d'Alger n'a pas été à la hauteur des attentes. La 24^e édition de cet évènement très attendu, pourtant, n'a pas eu le succès attendu à cause d'une actualité éditoriale relativement faible, une absence d'invités et une programmation approximative, quasiment ignorée par les visiteurs.

Par Abia Selles

Le 24^e Salon international du livre d'Alger (Sila), qui a pris fin hier en fin de journée, aura connu comme chaque année une grande affluence, devant une actualité éditoriale relativement faible, une absence d'invités et une programmation approximative, quasiment ignorée par les visiteurs.

Les stands accueillant les exposants, mille éditeurs entre algériens et étrangers, ont été littéralement pris d'assaut – surtout pendant les week-ends et la période de repos pédagogique – par des visiteurs à la recherche d'ouvrages spécialisés, romans et autres essais et témoignages.

A l'inverse, le public s'est détourné des espaces consacrés aux rencontres programmées en marge du salon et qui ont attiré au mieux une vingtaine de personnes pour les plus suivies d'entre elles.

Stimulée ces dernières années par une dynamique notable, l'édition a montré, à la faveur de ce 24^e Sila, des signes d'essoufflement évidents, malgré la présence de nombreuses maisons d'édition nouvellement créées et de nombreux auteurs lancés dans de premières expériences d'écriture dont il faudra

confirmer la qualité.

Par ailleurs, la militante anticoloniale Elaine Mokhtefi, auteur de *«Alger, capitale de la révolution : de Fanon aux Blacks Panthers»*, aura été la seule invitée étrangère à ce Sila, après l'annulation de la rencontre avec le Palestinien Ibrahim Nasrallah.

Le romancier Waciny Laredj était, pour sa part, la seule figure littéraire à avoir rencontré un public nombreux, contrairement aux précédentes années où les éditeurs de Yasmina Khadra, Ahlem Mostéghanemi, et autre Kamel Daoud – parmi les auteurs les plus populaires absents à ce salon – étaient littéralement assaillis.

Amoureux de la littérature et observateurs n'ont pas manqué également de signaler l'absence de l'évocation de Kateb Yacine au Sila 2019. Pour la célébration du trentenaire de sa disparition (28 octobre 1989) qui coïncidait cette année avec la 24^e édition du salon, l'organisateur n'a programmé qu'une petite séance de lecture de textes de l'auteur de *«Nedjma»*, donnée à l'espace «Esprit Panafr».

Cette édition aura été marquée aussi par un grand nombre d'annulations et de modifications dans la programmation des rencontres et des conférences, des



intervenants programmés ayant fait défection, à l'exemple de la rencontre sur les découvertes archéologiques de Aïn Boucherit ou encore celle intéressant les sources documentaires en Afrique, sans compter le peu

d'intérêt accordé par le public pour les thématiques retenues.

Les visiteurs habitués au Sila relèvent également l'absence totale de signalisation dans les allées et aux abords des pavillons d'exposition, contraire-

ment aux précédentes éditions, même si, nuancent-ils, l'application mobile du Sila a été reconduite cette année encore.

A. S.

Festival international du film d'Alger

«La fausse saison» projeté demain en avant-première

Le film *«La fausse saison»*, du réalisateur Embarek Menad, un court-métrage traitant du phénomène de la violence dans la société, sera projeté demain en avant-première, dans le cadre de la 10^e édition du Festival international du film d'Alger (FICA) qui s'est ouvert vendredi à la salle Ibn Zeydoun, a-t-on appris vendredi du réalisateur.

La trame de l'opus de 17 minutes se déroule dans un quartier populaire de la banlieue d'Alger durant la décennie 1990, exactement, le jour de l'assassi-

nat du journaliste-écrivain Tahar Djaout, le 26 mai 1993. Elle met en scène l'histoire d'une jeune recrue des groupes terroristes (Djamel), choisie par ses «frères» pour perpétrer un attentat contre un chanteur de cabaret, (Aziz) qui est son voisin, pour prouver sa «loyauté à la cause», mais qui sera neutralisé au moment de l'action par le surgissement d'un «instant» de sa vie passée.

Agé d'à peine 20 ans, il n'a d'autre désir que de donner un sens à sa vie.

La précarité sociale de sa famille et sa vulnérabilité sur le plan affectif en font une proie facile des discours jihadistes enflammés lui offrant la conviction d'être du côté des «justes» et de la «vérité».

L'attentat devait avoir lieu le jour même où l'écrivain-journaliste Tahar Djaout a été assassiné, mais le vol d'un pigeon bouleverser le cours des événements. Djamel, issu d'un quartier populaire, amoureux des oiseaux, secoué par cette irruption, renchérit à mettre fin à la vie de

ce «dévergondé» voisin.

Pour le réalisateur, également auteur du scénario du film, derrière le tout, il y a l'Homme. «*Tout homme a besoin d'une cause pour affirmer ses convictions et toute cause peut transfigurer l'Homme*», a-t-il soutenu, soulignant vouloir, à travers cette production, «attenter au cliché du «terrorisme bien ficelé»».

«*On ne naît pas tueur et, en chacun de nous, peut sommeiller un monstre qui peut surgir à tout moment. Un monstre qu'on peut aussi tuer*», a-t-il observé.

Interprété par de jeunes acteurs, dont Ouassama Boudechiche, qui campe le rôle de Djamel et dont c'est la première expérience cinématographique, le film est produit par une boîte privée avec le soutien du ministère de la Culture.

M. K.

AGEND'ART

Palais des expositions des

Pins-maritimes à Alger

(Safex)

Jusqu'au 9 novembre :

Salon international du livre

d'Alger.

Galerie d'art Bloom (El-Biar,

Alger)

Jusqu'au 12 novembre :

Exposition de peinture «La

seconde intercalaire» de l'artis-

te Valentina Ghanem

Pavlovskaya.

Office Ryad El Feth

Du 7 au 16 novembre :

10^e édition du Festival interna-

tional du cinéma d'Alger.

Musique

La chanteuse Samira Brahmia galvanise le public algérois

La chanteuse algérienne de Pop-Rock, Samira Brahmia, a galvanisé jeudi soir le public algérois, dans un concert prolifique, époustouflant d'énergie, où elle a étalé un florilège de pièces aux rythmes et genres différents, dans une ambiance de grands soirs.

Accueillie au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) sous les salves d'applaudissements d'une assistance relativement nombreuse, l'artiste, guitare acoustique accrochée à l'épaule, a d'entrée donné le ton à son concert, avec un mélange de pièces, aux exigences aigues, fait de reprises et de compositions, renvoyant à un brassage intelligent de styles musicaux différents, allant du chaabi, à la bossa nova, passant par la musique pop, le gnawi et le rai, rendu dans des rythmes aux cadences binaires et ternaires.

Dans un répertoire d'une dizaine de

pièces, portées par des partitions aux arrangements empreints de dissonances et de sonorités jazz, Samira Brahmia, artiste accomplie au charisme imposant, a chanté, entre autres sujets, avec une voix cristalline à la tessiture large, la femme, la citoyenneté, la liberté, l'humanisme et la paix, au plaisir d'un public conquis, qui a vite cédé au relâchement, dans des atmosphères festives.

Les pièces, «*Layla hay lellah*», «*A gnawi Allah idawi*» du chanteur et compositeur, Youcef Boukella, «*Frigile*» de Sting intégrée dans «*Ad'ezzi Saâ*» du maître Slimane Azem (1918-1983), «*Fabuleux destin*» (hommage à la femme), «*Zamane*», «*Meriama*» (dédiée à la chanteuse sud-africaine Meriem Makeba), «*Koubou*», «*Manich menna*» et «*Koul li sayidouka lan arkaâ*» (Dis à ton seigneur que je ne m'inclinerai pas), ont été brillamment entonnées par la chanteuse, gagnée par

l'émotion, chaque fois qu'elle «*revenait*» à son public après une interprétation.

Interagissant avec les spectateurs auxquels elle présentait généreusement chacun des titres, Samira Brahmia était soutenue par Zouhir Belarbi à la percussion et Khelif Misiialaoua, à la guitare électrique qu'il a judicieusement connectée à une série d'effets pour diversifier l'accompagnement et donner plus de couleurs à ses solos qu'il exécutait dans des envolées phrastiques époustouflantes de maîtrise, de technique et de dextérité.

Le concert s'est terminé dans l'euphorie, avec les applaudissements répétés et les youyous nourris fusant de la salle Mustapha-Kateb, qui a vibré 80 mn durant au rythme d'un répertoire utile, aux contenus puisés du terroir et à la forme ouverte sur la modernité.

D. R.



ES Tunis Le défenseur Badrane out pour 20 jours

LE DÉFENSEUR algérien de l'Espérance de Tunis (Ligue 1), Abdelkader Badrane, victime d'une entorse à la cheville, sera indisponible pendant environ 20 jours, annonce le club «Sang et Or» vendredi sur sa page officielle facebook. L'ex-défenseur de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne), Badrane, qui a été blessé jeudi à

El Menzah, lors du match en retard de la 2^e journée face au CA Bizertin (3-1), «subira après la période de repos de nouveaux examens pour suivre l'évolution de son état de santé et se fixer sur son programme de préparation», précise le double champion d'Afrique des clubs.

Rugby à VII / Tournoi arabe 2019 (1^{re} journée) L'EN enregistre une victoire et deux défaites

LA SÉLECTION algérienne de rugby à VII a battu son homologue soudanaise trente et un à zéro (31-0), en match disputé vendredi à Amman, pour le compte de la première journée du Tournoi arabe 2019, avant de concéder deux défaites consécutives, respectivement contre les Emirats arabes unis (15-5) et la Jordanie (20-12). Samedi, lors de la deuxième journée, la sélection nationale sera opposée à ses homologues égyptien-

ne et palestinienne. Avant de prendre part à cette 5^e édition du Tournoi arabe de rugby à VII, la sélection algérienne a effectué un court stage de préparation à Alger, sous la conduite du Directeur technique national (DTN) Mohamed Sahraoui. Les cinq pays sus-cités : Algérie, Jordanie, Emirats arabes unis, Egypte et Palestine, sont les seuls participants à ce tournoi, qui se déroule sous forme d'un mini-championnat.

Para-athlétisme/Mondiaux-2019 (3^e journée) Bahlaz décroche la médaille d'or

LE PARA-ATHLÉTISME algérien Lahouari Bahlaz (Club F32) a offert à l'Algérie sa première médaille d'or à l'occasion de la troisième journée des Championnats du Monde 2019 IPC qui se déroulent au stade d'athlétisme de Dubaï, aux Emirats arabes Unis. Bahlaz, avec un jet de 33,89, a devancé son coéquipier Walid Ferhah (33,54). Ce dernier prend la médaille d'argent et améliore par la même occasion son record personnel, alors que la médaille de bronze est revenue au Polonais Maciej Sochal (31,90). Avec ces deux nouvelles médailles, la récolte algérienne s'élève à quatre médailles (1 or, 2 argent et 1 en bronze). Vendredi, la seule consécration algérienne en argent était

l'œuvre de Sid Ali Bouzourine en finale du 800m (T36) parcourue en 2:15.85, derrière le Britannique Paul Blake (2:07.44) et devant l'Espagnol Jose Pampano (2:27.70). Pour sa part, le champion du monde de l'épreuve du 1500m (T13), Abdellatif Baka, s'est contenté de la médaille de bronze, jeudi en soirée, après sa 3^e place, remportée en 3:49.30, devancé par, respectivement, l'Australien Jaryd Clifford (3:47.78) et le Russe Anton Kuliatin (3:47.91). Au contraire de Bouzourine et Baka, leurs compatriotes Samir Nouioua, Mohamed Berrahal et Bachir Mourad n'ont pas pu réaliser les résultats escomptés lors des finales de la première journée.

Mondiaux 2019 de Natation (7^e étape/2^e journée) Jaouad Syoud sixième



Syoud (20 ans) a atteint la finale de ce 200 mètres / 4 nages en décrochant la deuxième place dans la première série, avec un chrono de 2:04.11. Le détenteur du record national du 200 mètres / 4 nages en 1:59.36 a ainsi échoué dans sa quête d'améliorer ce chrono.

LE NAGEUR algérien Jaouad Syoud s'est contenté de la sixième place sur le 200 mètres / 4 nages de la septième et dernière étape des Championnats du monde 2019, qui se déroulent du 7 au 9 novembre courant à Doha (Qatar). Syoud a bouclé la distance en 2:03.52, assez loin derrière le Japonais Keita Sunama, vainqueur en 1:59.28, devant l'Allemand Philip Heintz, deuxième en 2:00.15, alors que le Hongrois David Vellaszto a complété le podium, en 2:01.43.

Ce qui est doublement dommage pour lui car, outre l'établissement d'un nouveau record national, il aurait remporté l'argent lors de cette 7^e étape des Mondiaux de natation. Syoud, sociétaire de club hongrois Iron Swim Budapest, a participé également au 200 mètres / papillon, mais il n'a même pas réussi à atteindre la finale, puisqu'il a occupé la cinquième place dans sa série, avec un chrono de 2:06.44, lui dont le record national est 2:01.72.

Eliminatoires de la CAN/Algérie-Zambie

La FAF prépare le terrain aux Verts

■ La Fédération algérienne de football a envoyé une commission pour préparer le premier match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2021 de football qui opposera les Verts à la Zambie le jeudi 14 novembre prochain au stade Tchaker de Blida.



Le stade Tchaker devra être prêt pour le rendez-vous

Par Mahfoud M.

Les responsables de la FAF souhaitent mettre tous les atouts du côté de la sélection nationale de football pour bien aborder cette rencontre très importante, étant donné que le premier match est toujours difficile. Les membres de la FAF ont passé en revue plusieurs volets et visité tous les espaces (vestiaires, tribune officielle, tribune de presse, salons VIP, la salle de conférences de presse, l'emplacement dédié à la zone mixte, les différents accès et bien d'autres), appelés à connaître des inter-

ventions d'agencement et d'amélioration des conditions d'accueil et de fonctionnement. Il s'agit d'éviter les précédentes erreurs qui ont donné une mauvaise image de l'Algérie, alors que cela ne devait pas se produire vu que l'EN a un statut à défendre, maintenant qu'elle a décroché le titre de champion d'Afrique. Par ailleurs, une équipe du Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa est à pied d'œuvre depuis plusieurs jours pour la prise en charge des travaux d'entretien de la pelouse afin qu'elle soit prête le jour du match. Sur un tout autre volet, il faut rappeler que la sélection nationale

devrait entrer en stage de préparation pour le match de jeudi demain lundi. Le coach des Verts a fait exprès de désigner cette journée pour l'entame du travail et le début du stage, étant donné que les joueurs évoluant en Europe auraient, ainsi, leurs matchs respectifs avec leurs clubs et devraient pouvoir être d'attaque pour le stage. En outre, on apprend que le défenseur du club allemand du Borussia Mönchengladbach, Rami Bensabaini, sera au rendez-vous pour ce match, s'étant remis de sa blessure. Ce qui est rassurant pour les Verts.

M. M.

Coupe arabe (1/8^e de finale - aller)

Le MCA et Al-Quwa Al-Jawiya se neutralisent

Le MC Alger, dernier représentant algérien en Coupe arabe des clubs champions de football, s'est neutralisé avec les Irakiens d'Al-Quwa Al-Jawiya (0-0), en huitième de finale (aller), disputé vendredi après-midi, au stade Franso-Hariri d'Erbil (Irak). Un résultat positif pour les hommes de Bernard Casoni qui ont réussi à contrer leur adversaire irakien, pourtant soutenu par un public nombreux. Cette première manche devait initialement se jouer le 31 octobre à Karbala, avant d'être délocalisée vers Bassora, puis Erbil, suite au mouvement de contestation anti-gouvernemental déclenché début octobre à Bagdad et dans plusieurs régions du pays. La manche retour aura lieu le lundi 16 décembre au stade 5-Juillet (Alger). Les deux autres représentants algériens dans cette compétition, le CS Constantine et la

JS Saoura, ont été éliminés au tour précédent, respectivement par Al-Muharraq du Bahreïn (victoire 3-1, défaite 0-2) et Al-Shabab d'Arabie saoudite (défaite en aller et retour 3-1, 2-0).

Bendebka : «On a raté la victoire»

Le MC Alger a «raté la victoire» contre les Irakiens d'Al-Quwa Al-Jawiya lors des huitièmes de finale (aller) de la Coupe arabe des clubs champions, disputés vendredi après-midi au stade Franso-Hariri d'Erbil (Irak), a considéré le milieu de terrain international algérien Sofiane Bendebka, visiblement insatisfait du 0-0. «Nous avons fait un bon match dans l'ensemble et ce nul vierge est une bien maigre récompense par rapport aux gros efforts que nous avons fournis», a assuré l'ancien Nahdiste dans

une déclaration à l'issue de la rencontre. «On s'était procuré un grand nombre d'occasions, sauf que la réussite nous a fait défaut», a-t-il argué, avant d'afficher une certaine appréhension par rapport au match retour, prévu le 16 décembre prochain au stade du 5-Juillet (Alger). Le joueur de 27 ans a considéré en effet que «ce zéro partout représente un score piège», faisant que «le Mouloudia devra faire preuve de tact dans la gestion du match retour, au risque de le payer cher». En effet, même s'il a été tenu en échec sur son propre terrain lors de ce match aller, «Al-Quwa Al-Jawiya reste un adversaire de taille, capable de renverser la vapeur, même à Alger», a encore expliqué Bendebka. Le MC Alger est le dernier représentant algérien dans cette Coupe arabe des clubs champions.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tébessa

Démantèlement d'un réseau international de contrebande de devises

UN RÉSEAU international spécialisé dans la contrebande de la devise étrangère et nationale a été démantelé dans la wilaya de Tébessa, a-t-on appris, samedi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La même source a indiqué que la brigade économique et financière de la police judiciaire avait ouvert une enquête approfondie sur des cas de fraude et d'utilisation de contrefacteurs, et des infractions relatives à la réglementation des échanges et au transfert de capitaux, ainsi que d'évasion fiscale. Deux personnes impliquées dans cette affaire ont été arrê-

tées par les services sécuritaires, et trois véhicules saisis, a indiqué la même source, soulignant que 95 000 euros et plus de 30 millions DA ont été également saisis. Deux usines de menuiserie et de plastique et quatre autres usines situées dans des wilayas limitrophes ont été également fermées dans le cadre de cette affaire, a ajouté la même source. Deux ressortissants étrangers sont impliqués dans cette affaire, a ajouté la même source, ajoutant qu'un dossier pénal a été transmis à la justice et des mandats de dépôt ont été prononcés contre les trafiquants. Y. N.

Oran

Une association de santé respiratoire créée

L'ASSOCIATION oranaise de santé respiratoire (AOSR) vient d'être créée par des pneumologues de la wilaya d'Oran, a annoncé à l'APS son président le Pr Salah Lellou. Cette initiative a pour objectif de sensibiliser la population et les industriels des problèmes respiratoires, a-t-il indiqué. L'association créée, à l'issue du congrès international sur la pneumologie, clôturé jeudi soir à Oran, ambitionne d'être un acteur dans le domaine de la santé et dans la sensibilisation sur les maladies respiratoires, notamment, selon le Pr Lellou qui a mis l'accent sur le fait que ces maladies touchent un grand nombre d'Oranais. L'association vise entre autres, à transmettre, au profit des populations, des nouvelles connaissances ainsi que la sensibilisation dans le domaine des maladies pulmonaires, a-t-il souligné. «Il sera question de sensibiliser la population à travers des campagnes d'information, et l'organisation des événements scientifiques sur les problèmes respiratoires

et ceux liés aux allergies et à la pollution atmosphérique», a précisé Pr Lellou qui est également Chef de service de Pneumologie à l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran. «Nous allons sensibiliser les industriels à Oran sur la pollution atmosphérique mais aussi sur les maladies professionnelles liées principalement à l'exercice dans les zones industrielles à Gdyl, Bethioua, Hassi Amer, Es-Senia, ainsi que leur impact sur les populations riveraines». Selon l'interlocuteur, beaucoup de moyens existent pour doter les industries d'outils de prévention afin de pouvoir baisser la pollution atmosphérique, qui cause plusieurs maladies respiratoires. «Des filtres de fumée doivent impérativement être installés dans toutes les unités industrielles et les meilleurs moyens de protections doivent être mis à la disposition des travailleurs dans les zones industrielles», conclut le spécialiste. Dalil N.

Médéa

Une tentative de vol d'un bureau de Poste déjouée

UNE TENTATIVE de vol au bureau de Poste « Ouled-Imam », dans le centre-ville de Médéa, a été déjouée dans la nuit de jeudi à vendredi et la «totalité» de la somme dérobée à l'intérieur de cette agence a été récupérée «quelques heures» après ce forfait, a-t-on appris de source sécuritaire. Alertés par les agents de sécurité de permanence en service au moment des faits, les éléments de la police judiciaire (PJ) de la sûreté de la wilaya de Médéa ont aussitôt déclenché une enquête qui a

tard, de récupérer, aux alentours immédiats du bureau de Poste, une importante somme d'argent dissimulée dans un sac, volée la veille dans l'un des coffres du bureau de Poste», a indiqué à l'APS le commissaire Nabil Toualbia, qui n'a pas révélé le montant exact récupéré par ses services. L'enquête en cours devrait déterminer, selon l'officier, les circonstances exactes de cette tentative de vol et les personnes impliquées dans cette affaire. Adel H.

Le hirak mobilise malgré le mauvais temps



Loumis

Djalou@hotmail.com

24^e SILA

Notable baisse du nombre de visiteurs au Salon

La 24^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA 2019) a enregistré, jusqu'à vendredi soir, l'affluence de près de 1,150 million de visiteurs, a indiqué samedi à Alger, le Commissaire du SILA, Mohamed Iguerb.

Par Racim C.

L'édification de cette année a connu une baisse dans le nombre des visiteurs par rapport à la précédente édition qui a vu 2,200 millions de visiteurs. Pour le commissaire du SILA, cette baisse est due «aux visiteurs eux-mêmes et à la classification de leurs priorités». Il a

déploré, d'autre part, le «faible» budget de cette année (55 millions de DA) par rapport à celui de l'année précédente (60 millions de DA). Il a précisé, par ailleurs que cette édition a connu la participation de 1030 maisons d'édition de 36 pays, dont 298 algériennes, 323 arabes et 409 du reste du monde, ainsi que l'exposition de plus de 25 000

titres d'ouvrages, tous domaines confondus. Le commissaire a annoncé que la prochaine édition qui se tiendra du 28 octobre au 6 novembre 2020, célébrera un quart de siècle de la création du SILA. Le 24^e SILA a été clôturé, samedi soir, au Palais des expositions Pins maritimes (Safex).

R. C./APS

Deuxième édition du trophée fédéral équestre

«Course Méharis» du 12 au 14 novembre à Adrar

La deuxième édition du trophée fédéral équestre «course Méharis» aura lieu du 12 au 14 novembre à Adrar, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la

ligue équestre de la wilaya d'Adrar sous le patronage du wali d'Adrar et la Fédération équestre algérienne (FEA) en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, devra regrouper plus de 150 concu-

rents représentant les wilayas du Sud du pays, à savoir Béchar, El Oued, Ouargla, Ghardaïa, In Salah, Tamanrasset et Adrar. Au programme de cet événement sportif, quatre courses dont deux rallyes sur des parcours de 10 et 18 kilomètres et deux courses sur un circuit fermé au niveau de la route de l'aéroport d'Adrar, a-t-on indiqué. La première journée prévoit le déroulement d'une course rallye de 10 km, alors que la seconde journée sera consacrée à l'épreuve reine du rallye 18 km. A l'issue du rallye de 18 km, les meilleurs seront sélectionnés pour représenter l'Algérie lors des prochaines échéances internationales. Ce rendez-vous sportif, qui a pour objectif de promouvoir les courses de méharis pour développer la pratique de cette discipline sportive intégré parmi les disciplines de la Fédération équestre algérienne, sera clôturé samedi avec deux courses en circuit fermé suivie de la cérémonie de remise de trophées et cadeaux aux vainqueurs. R.N.

Skikda et Laghouat

Près de 12 000 unités de produits pyrotechniques saisis

HUIT personnes ont été arrêtées et près de 12 000 unités de produits pyrotechniques ont été saisis par les éléments de la Sûreté nationale au niveau des wilayas de Skikda et Laghouat, indique samedi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. A Skikda, les forces de police judiciaire ont interpellé cinq individus lors d'une opération au centre-ville, et saisi 2 378 unités de produits pyrotechniques, tandis que la police de Laghouat a interpellé trois personnes impliquées dans une affaire liée à la vente illicite de ce type de produits et récupéré 9 613 unités, note la même source. Par ailleurs, les forces de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya d'Aïn Témouchent ont interpellé deux personnes impliquées dans une affaire liée au trafic de drogue lors d'une opération minutieusement menée et qui s'est soldée par la récupération plus de 7 kilogrammes de cannabis traité. Dans la wilaya de Sétif, les éléments de la Sûreté nationale ont arrêté une personne et récupéré plus de 1 kilogramme de cannabis traité. K. H.